

Flagrant délit de “fake news” à Budapest

Hongrie Un mouvement défendant l'Université d'Europe centrale prend de l'ampleur contre le Fidesz au pouvoir.

Reportage Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

Pays libre, Université libre !” Les manifestations initiées il y a dix jours par des étudiants se sont transformées en un grand mouvement citoyen contre le gouvernement de Viktor Orban. Celui-ci a déclenché une levée de boucliers des étudiants de diverses universités de Budapest contre le projet de fermeture de l'Université d'Europe centrale (CEU). “Europe! Démocratie! Stoppons Orban!”, scandent les manifestants en réponse à une campagne du gouvernement appelant à “Stopper Bruxelles”.

Mercredi soir, plusieurs milliers de manifestants se sont massés à l'appel de nombreuses organisations civiles sur la place des Héros, à Budapest, pour “rejeter la stigmatisation” dont elles font l'objet. Ils étaient déjà des dizaines de milliers dimanche soir, quatre-vingt mille selon les médias d'opposition.

Les médias publics, eux, ont largement passé sous silence le plus grand mouvement de contestation de ces sept dernières années, depuis que le Fidesz est au pouvoir. Sans parler des médias privés de l'empire médiatique du Fidesz. Et quand ce silence fut rompu, ce fut pour traiter les manifestants “d'agents de George Soros”, le milliardaire-philanthrope qui a fondé l'Université CEU.

Il s'est également trouvé plusieurs médias de premier plan pour affirmer tout à fait sérieusement que ceux-ci avaient été acheminés – d'on ne sait où – grâce à des billets gratuits en train et même en avion !

L'heure du grand combat

Lundi soir, quelques centaines d'étudiants ont fait face à la police devant le siège de la radio publique qui porte le nom du révolutionnaire de 1848, Lajos Kossuth, pour dénoncer ces “fake news” et réclamer la “libération de Kossuth Radio”, en ironisant: “On est venus en avion!”

Mardi, une nouvelle manifestation s'est tenue, cette fois pour demander la libération d'un militant bien connu des mouvements anti-Orban, Marton Gulyas, interpellé le matin même à son domicile et placé en garde à vue pour 72 heures, accusé d'avoir tenté d'asperger de peinture un policier la veille.

La droite au pouvoir, qui agit depuis plusieurs années le spectre d'un coup d'Etat ourdi contre elle depuis l'extérieur, semble voir venue l'heure du grand combat idéologique contre le libéralisme. Lundi, le journal porte-voix du gouvernement, Magyar Idök, titrait “La 5^e colonne” un article expliquant que “la guerre fait rage entre les forces démocratiques désargentées et la minorité agressive des forces impérialistes libérales immensément riches”. L'article va même jusqu'à conclure par ces mots inquiétants: “En temps de guerre, les règles de la guerre doivent être appliquées parce que c'est le seul moyen de conduire la vérité à la victoire.”

Face à la rue qui gronde, le milieu nationaliste remue. Zsolt Bayer, l'un des cofondateurs du Fidesz, qui est aujourd'hui un journaliste-polémiste très populaire, entend faire descendre dans la rue ses partisans “pour défendre ce qui est important et sacré à nos yeux” et menace les manifestants: “Vous verrez ce que ça signifie d'être persécutés et menacés”, a-t-il prévenu.

Epinglé

L'Etat de droit n'est pas menacé en Hongrie, selon la Commission

La Commission européenne s'inquiète des lois controversées adoptées en Hongrie, de la détention de migrants à la législation sur les universités. Lors de la réunion hebdomadaire des commissaires, l'exécutif européen a examiné les développements récents qui ont “soulé l'inquiétude générale” quant à leur compatibilité avec le droit et les valeurs de l'Union. Mais selon la Commission, il n'existe pas, à ce stade, “de menace systémique pour l'Etat de droit en Hongrie”.